

Pau, le 19 avril 2023

ARRETE N°AP-2023-0165

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, L.325-1 à L.325-3 et R.417-11 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu le Code de l'Action Sociale des Familles et notamment l'article R.241-20 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal en date du 21 mai 2004 réglementant le stationnement alternative des véhicules sur les emplacements réservés aux personnes handicapées au 27 ou 28 rue Baron Séguier ;
Vu l'arrêté municipal n°AP-2023-0002 du 11 janvier 2023 réglementant le stationnement des véhicules sur les emplacements réservés aux personnes handicapées ;
Considérant la suppression de ces emplacements réservés aux personnes handicapées ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'abroger les dispositions des arrêtés municipaux du 21 mai 2004 et du n° AP-2023-0002 en date du 11 janvier 2023 ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 21 mai 2004 qui réglementait le stationnement alternatif des véhicules sur les emplacements réservés aux personnes handicapées au droit du n°27 ou 28 rue Baron Séguier est abrogé.

ARTICLE 2 – Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté municipal n°AP-2023-0002 du 11 janvier 2023 relatives aux emplacements situés au droit des n°28 et 29, rue Baron Séguier sont abrogées.

ARTICLE 3 – Le nombre des emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées est modifié en conséquence et porté à 632.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

04 MAI 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire